

Table des matières

Préface	7
Propos introductifs	
Le droit belge de la preuve après la réforme : principes directeurs et perspectives générales	11
<i>Benoît KOHL</i>	
Section 1. Genèse de la réforme du droit de la preuve	11
Section 2. Les objectifs de la réforme	16
Section 3. Les principes généraux applicables en matière de preuve dans le livre 8 du Code civil	19
Conclusion	22
Les évolutions récentes du droit de la preuve en matière contractuelle et extracontractuelle	23
<i>Lorène CEULEMANS et Céline JOISTEN</i>	
Introduction	23
Section 1. L'objet de la preuve	25
Section 2. Degré de preuve	27
§ 1. Principe	27
§ 2. Preuve par vraisemblance	29
Section 3. Charge de la preuve	36
§ 1. Répartition de la charge de la preuve	36
A. Droit des contrats	37
B. Droit de la responsabilité extracontractuelle	49
§ 2. Collaboration des parties à l'administration de la preuve	66
§ 3. Renversement de la charge de la preuve	70
Conclusion	75

Quelques aspects de la preuve dans le contentieux du droit du travail	77
<i>Steve GILSON, France LAMBINET et Christophe MENIER</i>	
Introduction	77
Section 1. Les principes généraux du droit de la preuve issus du Code civil	79
§ 1. Généralités	79
§ 2. Les règles ordinaires en matière de charge de la preuve (art. 8.4, al. 1 ^{er} et 2)	80
§ 3. Le risque de la preuve (art. 8.4, al. 4)	80
§ 4. L'obligation de collaboration à l'administration de la preuve (art. 8.4, al. 3)	81
§ 5. La (nouvelle) faculté offerte au juge de renverser la charge de la preuve	83
§ 6. Le degré de preuve	84
A. Le principe : l'exigence d'un degré raisonnable de certitude	84
B. Le tempérament : la preuve par vraisemblance	85
Section 2. Questions choisies en droit du travail	87
§ 1. La preuve du licenciement manifestement déraisonnable	87
A. Le secteur privé : la C.C.T. n° 109	88
B. Le secteur public : la loi du 13 mars 2024 relative à l'audition préalable et à la motivation du licenciement dans le secteur public	101
C. Synthèse	103
§ 2. Le partage du fardeau de la preuve en matière de harcèlement et en matière de discrimination	103
A. Généralités	103
B. Le partage de la preuve en matière de violence et de harcèlement au travail	104
C. Le partage de la preuve en matière de discrimination	112
§ 3. La production de certificats médicaux	120
A. Généralités	120
B. Le rôle du médecin traitant sollicité par le travailleur dans la délivrance des certificats médicaux	121
C. Les mentions obligatoires du certificat médical	123
D. La portée des constatations médicales opérées par le médecin	124

E.	La force probante du certificat médical	128
F.	Le recours à un médecin-contrôleur	129
G.	La contestation par l'employeur du certificat médical sur la base d'observations rendant douteuses les constatations médicales qu'il contient : illustrations en cas de rupture pour motif grave	133
H.	Conclusion	134
§ 4.	Les attestations dressées sur pied de l'article 961 du Code judiciaire	136
A.	Généralités	136
B.	Valeur probante en cas de respect des formalités	139
C.	Valeur probante en cas de non-respect des formalités	141
D.	Incidence d'un lien de subordination entre l'auteur de l'attestation et la partie au litige se prévalant de celle-ci	144
E.	Les attestations produites par la direction	145
F.	Incidence d'un lien de parenté ou d'amitié ?	147
G.	Conclusion	148
Section 3.	L'admissibilité de preuves irrégulières	148
§ 1.	Rappel de la problématique : la jurisprudence <i>Antigone</i> et <i>Manon</i>	148
§ 2.	L'application de la jurisprudence <i>Antigone</i> en droit social	151
A.	La controverse d'antan	151
B.	Les arrêts de cassation du 14 juin 2021 et du 16 décembre 2021 transposant partiellement le « test Antigone » en matière civile	153
C.	L'extension explicite au droit du travail : les deux arrêts de cassation du 24 novembre 2025	155
D.	La réception de la jurisprudence de la Cour de cassation par les juridictions du travail	156
E.	Les exceptions à la jurisprudence <i>Antigone</i>	159
F.	Conclusion	160
	La preuve dans le monde numérique	161
	<i>Alexandre CASSART, Nicolas HENRIOUL et Nicolas ROLAND</i>	
Section 1.	La preuve dans le monde numérique	161
Section 2.	Le livre 8 du Code civil	162
§ 1.	Neutralité technologique et liberté de la preuve	162
	ANTHEMIS	385

§ 2. Preuve numérique et charge de la preuve	166
§ 3. Appréciation judiciaire face à la technicité	168
Section 3. Le Règlement eIDAS comme socle de confiance juridique	170
§ 1. Services de confiance et présomptions juridiques	171
§ 2. Signature, cachet, horodatage et service d'envoi recommandé électroniques	173
A. La signature électronique	173
B. Le cachet électronique	174
C. L'horodatage électronique	175
D. Le service d'envoi recommandé électronique	175
§ 3. Apports et limites d'eIDAS pour la preuve contentieuse	176
§ 4. Perspectives ouvertes par eIDAS 2.0	177
Section 4. Questions pratiques en matière contentieuse	179
§ 1. Constats d'huissier et captures d'écran	179
A. Le constat numérique	179
B. Limites des captures d'écran	180
C. Exigences méthodologiques renforcées (environnement, IP, métadonnées, hash)	182
§ 2. Logs, métadonnées et traces informatiques	184
A. Nature technique des logs	184
B. Conditions de fiabilité et d'auditabilité	184
C. De l'indice technique à la preuve juridiquement convaincante	185
§ 3. <i>Deepfakes</i> et falsification de la preuve	185
A. Menace systémique pour la confiance probatoire	185
B. Charge et standard de la preuve de l'authenticité	186
C. Répercussions sur l'appréciation judiciaire des contenus numériques	187
Section 5. La preuve à l'épreuve de l'intelligence artificielle	188
§ 1. Décisions automatisées et « opacité algorithmique »	190
§ 2. Cadre juridique applicable à l'IA	192
A. AI Act	193
B. Les deux projets européens en matière de responsabilité civile et d'IA, et leur intérêt en matière probatoire	196
§ 3. Les parties au procès bien dépourvues pour analyser le fonctionnement de l'IA	201
Section 6. La numérisation au service de l'obtention de preuves transfrontalières	202

§ 1. Le Règlement (UE) 2020/1783 : cadre général et portée transfrontalière de l'obtention de preuves	203
§ 2. La demande d'exécution de mesures d'instruction par une juridiction étrangère	205
§ 3. Bilan de la numérisation au service de l'obtention de preuves transfrontalières	208
Conclusion – Vers une preuve numérique « <i>by design</i> »	209
L'application du livre 8 du Code civil en matière fiscale et spécialement en matière d'impôts directs	211
<i>Émilie VANSTECHELMAN</i>	
Introduction	211
Section 1. Articulation entre le droit civil et le droit fiscal	212
Section 2. Analyse des dispositions du livre 8 et de leur application en matière fiscale	213
§ 1. La charge de la preuve	214
A. Dispositions au sein du Code civil et du Code judiciaire	214
B. Dispositions au sein du Code des impôts sur les revenus	215
C. Articulation des dispositions civile, judiciaire et fiscale	216
D. Inversion de la charge de la preuve en raison d'une règle de procédure	217
E. Illustrations	219
§ 2. La collaboration des parties à l'administration de la preuve	227
A. Principe	227
B. Portée du principe	228
C. Application du principe de la collaboration des parties aux litiges fiscaux	229
§ 3. Théorie du risque de la preuve	231
A. Portée	231
B. Applicable aux litiges fiscaux ?	232
§ 4. Le renversement de la charge de la preuve visé à l'article 8.4, alinéa 5, du Code civil	232
A. Disposition	232
B. Conditions d'application	233
C. Application par le juge fiscal ?	234
D. Illustrations	238
§ 5. Les degrés de preuve	239
ANTHEMIS	387

A.	Définition du degré de preuve	239
B.	Principe : un degré raisonnable de certitude	239
C.	Nuance : la preuve par vraisemblance	240
D.	Application en matière fiscale	241
E.	Illustrations	242
§ 6.	Admissibilité des modes de preuve en matière fiscale	247
A.	Principe	247
B.	Illustrations	247
C.	L'article 49 du CIR 92 institue-t-il un régime de preuve réglementé ?	249
§ 7.	Quelques modes de preuve et leur admissibilité	251
A.	Présentation générale	251
B.	Les présomptions de fait et légale : notions voisines et distinctes	252
C.	Admissibilité et valeur probante de la présomption de fait	253
D.	Conditions d'application de la présomption de fait	253
E.	Modification corrélative de l'article 333, alinéa 3, du CIR 92	255
F.	Comptabilité d'une entreprise	256
Section 3.	Application de la jurisprudence <i>Antigone</i> par le juge fiscal	259
§ 1.	Présentation de la jurisprudence dite <i>Antigone</i>	260
§ 2.	Application de la jurisprudence <i>Antigone</i> en matière fiscale entre 2015 et 2025 par la Cour de cassation	262
§ 3.	Jurisprudence <i>Antigone</i> : division au sein des juridictions de l'ordre judiciaire	266
§ 4.	L'arrêt du 19 juin 2025	268
A.	Les faits	268
B.	Le moyen en cassation	269
C.	Décision de la Cour de cassation	270
D.	Appréciation	272
	Vers un droit de la preuve « familialisé » ?	275
	<i>Margaux PAULUS</i>	
	Introduction	275
Section 1.	De manière transversale, l'utilisation de preuves recueillies illégalement en matière civile familiale	276
§ 1.	Transposition de la jurisprudence <i>Antigone</i> en matière familiale	277

§ 2. Applications de la jurisprudence <i>Antigone</i> en droit de la famille	284
Section 2. La preuve de la désunion irrémédiable ou de la séparation de fait dans le cadre d'une procédure en divorce	288
§ 1. La désunion irrémédiable établie par l'écoulement des délais (art. 229, §§ 2-3, C. civ.)	289
§ 2. La désunion irrémédiable établie par des faits (art. 229, § 1 ^{er} , C. civ.)	290
Section 3. La preuve dans un litige relatif à l'hébergement et à l'exercice de l'autorité parentale	297
§ 1. La charge de la preuve et les contre-indications à un hébergement égalitaire	298
§ 2. Mesures d'instruction. Focus sur l'expertise	300
§ 3. Mesures d'investigation	310
§ 4. Production des pièces « protectionnelles » dans le cadre civil. Controverses	315
Section 4. La preuve dans l'établissement des comptes de créances entre ex-partenaires	322
§ 1. Régimes de communauté	322
§ 2. Régimes séparatistes	327
Section 5. Quelques incidents de preuve dans la liquidation-partage	336
§ 1. Production de documents imposée	336
§ 2. L'expertise immobilière	338
Conclusion	340
La preuve en droit pénal : un nouveau livre 8 du Code civil, un nouveau Code pénal, mais pas de nouveau Code de procédure pénale	341
<i>Patrick LAMBOTTE et Adrien MASSET</i>	
Introduction	341
Section 1. Différences entre le procès pénal et le procès civil	342
§ 1. Principes	342
§ 2. Conséquences sur le plan de la preuve	344
§ 3. Réflexions pratiques	348
Section 2. Principes de la preuve en matière pénale	349
§ 1. Charge de la preuve	350
A. Qui doit prouver?	350
B. Que faut-il prouver?	354
ANTHEMIS	389

§ 2. Administration de la preuve	356
§ 3. Appréciation des preuves	361
A. Principe	361
B. Exceptions	363
§ 4. Synthèse	368
Section 3. De quelques moyens de preuve en matière pénale	369
§ 1. Bref rappel des principes en droit civil	369
§ 2. Liens entre certains moyens de preuve en droit civil et en droit pénal	370
A. Les écrits et la foi due aux actes	370
B. La preuve par témoins	371
C. Les présomptions	374
D. L'aveu	377
E. Le serment	378
F. Production de documents	379
G. L'interrogatoire	379
H. La descente sur les lieux	380
Conclusion	380